



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Premier trimestre 2022

APERCU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Au premier trimestre 2022, le PIB réel a baissé de 1,9% par rapport au trimestre précédent et de 0,4% en variation annuelle. Ce recul de l'activité économique s'explique par la baisse importante du secteur secondaire de 8,6% en variation trimestrielle et de 7,2% en variation annuelle. Les secteurs primaire et tertiaire ont enregistré des progressions en variation trimestrielle comme annuelle.

Le premier trimestre 2022 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 5,5% tandis que celle annuelle est de 13,5%.

Au cours de ce même trimestre, de l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et l'emploi ont connu une hausse dans un climat des affaires défavorable. Cette croissance de l'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie. Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une hausse des recettes mais anticipent une régression de la production et des effectifs employés. Ils prévoient également une détérioration du climat des affaires et la persistance des tensions de trésorerie.

Les échanges avec l'extérieur au premier trimestre 2022 sont marqués par une balance commerciale excédentaire avec un accroissement des exportations plus important que celui des importations.

1. Environnement international

Economie mondiale : L'économie mondiale s'est affaiblie et l'incertitude s'est accrue en 2022.

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui exige une résolution pacifique. Par ailleurs, les dégâts économiques entraînés par le conflit contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022 et alimenteront l'inflation. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires augmentent rapidement, or ce sont les couches vulnérables de la population des pays à faibles revenus qui souffrent le plus de cette situation. La croissance mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022 comme en 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins, respectivement en 2022 et en 2023, par rapport aux prévisions de janvier 2022. Après 2023, la croissance mondiale devrait baisser et s'établir à environ 3,3 % à moyen terme.

La guerre a entraîné des hausses de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse sur les prix : l'inflation qui en résulte devrait atteindre 5,7% dans les pays avancés et 8,7% dans les pays émergents et les pays en développement, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage de plus, respectivement, que ce qu'envisageaient les prévisions du mois de janvier dernier. Il est essentiel de prendre des initiatives multilatérales pour répondre à la crise humanitaire, empêcher que l'économie mondiale ne se fragmente davantage, préserver la liquidité mondiale, faire face aux situations de surendettement, lutter contre les changements climatiques et mettre fin à la crise.

La décroissance dans la zone euro et les économies avancées rebondit en 2022

Le principal vecteur par lequel la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie pèsent sur l'économie des pays de la zone euro est celui de la hausse des cours mondiaux de l'énergie et de la sécurité énergétique. Étant donné que ces pays sont des importateurs nets d'énergie, la hausse des prix mondiaux constitue un choc sur les termes de l'échange pour la plupart d'entre eux, ce qui se traduit par une baisse de la production et une accélération de l'inflation. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont également nui à certaines industries, notamment le secteur automobile, car la guerre et les sanctions ont encore entravé la production d'intrants essentiels. La croissance du PIB de la zone euro en 2022 est ainsi révisée à la baisse à 2,8 % (1,1 point de pourcentage de moins qu'en janvier). Les plus fortes diminutions concernent des pays comme l'Allemagne (+2,1%, 1,7 point de pourcentage de moins qu'en janvier) et l'Italie (+2,3%, 1,5 point de pourcentage de moins qu'en janvier) qui possèdent des secteurs manufacturiers relativement grands et dépendent davantage des importations d'énergie en provenance de la Russie. Dans l'ensemble de la zone euro, le coup porté à l'activité est partiellement compensé par un renforcement du soutien budgétaire. Au Royaume-Uni, la croissance du PIB pour 2022 est révisée à la baisse de 1 point de pourcentage (+3,7%) : la consommation devrait être plus faible que prévu, car l'inflation érode le revenu réel disponible, tandis que le resserrement des conditions de financement devrait refroidir l'investissement.

La croissance a également connu un ralentissement dans toutes les autres grandes économies : en Chine (+4,4% après une hausse de 8,1% en 2021), aux Etats-Unis (+3,3% après +5,2%). L'économie japonaise connaît par contre une hausse (+2,4% après +1,6% en 2021). Les prévisions sont moins reluisantes pour l'économie russe (-8,5% en 2022, soit 11,3 points de pourcentage de moins qu'en janvier, contre +4,7% en 2021).

L'activité économique reprend faiblement en Afrique en 2022

Globalement, la croissance en **Afrique subsaharienne** devrait s'établir à 3,8 % en 2022. Elle devrait ressortir par contre à +3,4% au Nigéria contre +3,6% en 2021 et à +1,9% en Afrique du Sud contre +4,9% en 2021.

Les tensions inflationnistes reprennent dans les pays émergents en en développement.

En Afrique subsaharienne, Les prix des denrées alimentaires constituent également le vecteur de transmission le plus important, bien que de manière légèrement différente. Le blé occupe une place moindre dans le régime alimentaire, mais les denrées alimentaires en général représentent une part plus élevée de la consommation. La hausse des prix de ces denrées nuira au pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier des ménages à faible revenu, et pèsera sur la demande intérieure. Les troubles sociaux et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest, assombrissent également les perspectives. La hausse des cours du pétrole améliorerait toutefois les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigéria.

La croissance connaît un ralentissement dans la zone UEMOA en 2022

Dans l'UEMOA, en 2022, les pays de la zone ont été durement éprouvés par la baisse de la croissance économique au niveau mondial. L'Union subirait un ralentissement de l'activité économique et la croissance devrait s'établir à 5,1% en 2022 contre 6,1% en 2021.

Cette contreperformance serait la résultante d'un ralentissement dans les secteurs secondaire (de 10,9% en 2021 à 4,9% en 2022) et tertiaire (de 5,7% en 2021 à 5,2% en 2022). Le secteur primaire enregistrerait cependant une forte croissance en 2022 (5,3% en 2022 contre -1,0% en 2021).

En mars 2022, l'Union enregistre une augmentation du taux d'inflation trimestriel qui s'affiche à 4,6%. Le niveau de l'inflation est imputable à la composante «Produits alimentaires», en hausse de 12,4% après 11,3% en février. Le niveau élevé de

l'inflation en mars 2022 s'explique également par la hausse des prix des composantes «Logement» et «Transport», qui ont progressé respectivement de 2,8% et de 3,8% en un trimestre pour le mois de mars.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au premier trimestre 2022, seul le Cedi ghanéen s'est déprécié par rapport au franc CFA (-12,7%) en glissement trimestriel. En revanche le franc suisse, le dollar US, et le rand sud-africain se sont appréciés respectivement de 1,6%, 2,7% et de 9,0% dans la même période.

En rythme annuel, le dollar US, le franc suisse et le rand sud-africain s'apprécient respectivement de 8,0%, 8,0%, et 8,2% et le cedi ghanéen continue sa chute (-14,2%).

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial moyen du baril de pétrole (average¹) est en hausse à fin mars 2022 ; il est ressorti à 112,4\$ US le baril contre 72,9\$ US à fin décembre 2021, soit une progression de 54,2% en un trimestre. Comparé à son niveau de mars 2021, sa progression est de 76,1%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 115,6\$ US le baril en mars 2022 contre 72,9\$ US à fin décembre 2021 soit une hausse de 55,6 %. Comparé à son niveau de mars 2021, sa progression est de 77,3%

- *Le cours mondial de l'or*

En mars 2022, le cours de l'or enregistre une hausse de 8,8% par rapport à décembre 2021. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1947,8 dollars l'once en mars 2022 contre 1790,4 dollars en décembre 2021. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une baisse de 13,4% en mars 2022.

¹ Moyenne des cours quotidiens de trois qualités différentes : West Texas Intermediate 40° API, Brent de mer du Nord 38° API et Dubaï Fateh 32° API

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 40 926,3 FCFA le gramme en mars 2022, en hausse de 11,7% par rapport à décembre 2021 (36 642,4 FCFA) et en hausse de 22,5% en glissement annuel (33 418,8 FCFA en mars 2021).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux est en hausse trimestrielle de 17,6% en passant de 2646,4 dollars la tonne en décembre 2021 à 3111,4 dollars en mars 2021. En glissement annuel, il a augmenté de 54,3%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1852,7 FCFA le kilogramme en mars 2022, contre 1534,9 FCFA en décembre 2021, soit une hausse de 20,7%. La hausse annuelle est de 66,7%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Au quatrième trimestre 2021, l'économie nationale chute (-1,0%) après un léger redressement au troisième trimestre (+0,5%).

Au quatrième trimestre 2021, le PIB réel a enregistré une baisse trimestrielle de 1,9%. Ce recul provient essentiellement de la baisse dans le secteur secondaire (-8,6%), l'activité économique ayant progressé de 6,7% et de 0,7% respectivement dans le primaire et dans le tertiaire. La baisse de l'activité dans le secondaire est liée principalement à une contreperformance dans les sous-secteurs des industries extractives (-10,3%) et de la construction (-18,9%).

En glissement annuel, le PIB réel enregistre une baisse de 0,4% par rapport à son niveau du premier trimestre 2021. Cette régression reste fortement imputable à la contreperformance du secondaire (-7,2%) soutenue par les activités extractives (-12,6%) et les BTP (-13,7%).

2.i. EMPLOI

« Hausse de la demande d'emploi au premier trimestre »

Au premier trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en hausse (+32,9%) comparativement au trimestre précédent.

Selon le genre, il ressort que la demande d'emploi a augmentée de 61,4% pour les hommes et de 8,7% pour les femmes.

En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi a seulement diminué chez les instruits de niveau « DEUG II » (-20,0%) et de niveau « CEP » (-3,2%). En revanche, le nombre de demandes est à la hausse pour les « Sans diplômes » (+10,0%), les instruits de niveau « CAP » (+100,0%), « BEPC » (+42,6%), « BAC » (+11,8%), « BEP » (+41,5%), « DUT/BTS » (+47,7%) et « Licence et plus » (+66,5%).

En ce qui concerne l'âge, la hausse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « moins de 20 ans » (-52,7%) et de « 20 à 24 ans » (- 7,7%).

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en mars 2022 est de 380 contre 132 en décembre 2021 et 196 en mars 2021. Par ailleurs, en mars 2022, 104 entreprises ont été créées contre 644 en décembre 2021, soit une baisse trimestrielle de 83,9%. Par rapport à mars 2021, le nombre d'entreprises créées est en baisse de 87,6%, soit 735 entreprises de moins.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle et minière connaît un rebond au quatrième trimestre 2021 »

Au quatrième trimestre 2021, la production industrielle et minière a enregistré une hausse de 4,2% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux

«industries manufacturières » (+19,0%) et aux « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et de l'eau » (+7,0%). Cette hausse de la production industrielle et minière a été atténuée par la production des « industries extractives » qui chute de 14,1 % au cours du même trimestre.

La hausse des activités manufacturières est ralentie du fait notamment des « activités de fabrication de textiles » (-8,1%), de la « fabrication de produits chimiques » (-8,9%) et du «travail du cuir» (-53,4%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière régresse de 2,9% au quatrième trimestre 2021. Cette baisse s'explique essentiellement par une décroissance des activités d'égrenage du coton absente pendant cette période de l'année et la baisse des activités des « industries extractives » (-19,3%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au premier trimestre 2022

De l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et l'emploi auraient connu, en glissement trimestriel, une hausse au premier trimestre 2022, dans un climat des affaires défavorable. Cette hausse de l'activité dans les industries se serait accompagnée de tensions de trésorerie.

Pour le deuxième trimestre 2022, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une hausse des recettes mais, tablent pour une baisse de la production et des effectifs employés. Ils anticipent une détérioration du climat des affaires et s'attendent à la persistance des tensions de trésorerie.

2.iii. Commerce extérieur

Balance commerciale excédentaire au premier trimestre 2022

Les exportations en valeur ont connu une hausse de 7,8% (+56,8 milliards de FCFA) au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 748,9 milliards à 782,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 4,5%.

Les importations en valeur sont estimées à 741,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 contre 782,7 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 5,3%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 35,2% (+193,1 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 105,6% avec une hausse de 12,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 31,0 points de pourcentage. L'excédent commercial s'établit à 41,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 contre un déficit commercial de 57,0 milliards de FCFA au trimestre précédent et un excédent de 200,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2021.

2.iv. Prix

Fortes pressions inflationnistes aux premier trimestre 2022

En mars 2022, les prix à la consommation ont connu une hausse en glissement trimestriel de 5,5%. La hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+9,9%), des « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+0,6%) et des « Biens et services divers » (+0,1%) sont les principales sources de la hausse du niveau général des prix à la consommation au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les prix ont connu une hausse de 13,5% imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+24,2%), des « Restaurants et hôtels » (+1,5%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+8,1%) et de l'« enseignement » (+4,0%)

2.v. Finances publiques

Amélioration du déficit budgétaire

A fin mars 2022, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 20,2%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 473,3 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 340,1 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 551,5 milliards de FCFA à fin mars 2022 pour une prévision annuelle de 2909,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 19,0%.

Comparativement à mars 2021, les ressources mobilisées ont régressé de 7,4 milliards de FCFA (-1,5%). Cette baisse s'explique par une régression des dons extérieurs de 56,2 milliards de FCFA (-89,2%).

Les dépenses et prêts nets sont en baisse de 125,2 milliards de FCFA (-18,5%) comparés à fin mars 2021. Cette baisse est liée à la régression des dépenses courantes de 45,9 milliards de FCFA (-9,5%) et des dépenses en capital de 93,0 milliards de FCFA (-48,0%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2022, affiche un déficit (base engagement) de 78,2 milliards de FCFA contre un déficit de 196,1 milliards à fin mars 2021, soit une amélioration de 117,8 milliards de FCFA.

2.vi. Situation monétaire

Reflux des actifs extérieurs nets et afflux des créances intérieures

A fin mars 2022, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une baisse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 298,4 milliards de FCFA (-11,0%). Ce reflux est essentiellement imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale qui ont régressé de 321,2 milliards de FCFA (-60,0%). Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 80,0 milliards de FCFA (+3,4%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 254,2 milliards de FCFA (+7,3%). Cet afflux s'explique aussi bien par une augmentation des créances sur les autres secteurs qui se sont accrues de 51,8 milliards de FCFA (+1,5%) que par les créances nettes sur l'Administration Centrale qui ont progressées de 202,4 milliards de FCFA (+104,3%).

Par rapport à fin mars 2021, les créances intérieures se sont accrues de 524,9 milliards de FCFA (+16,3%).

La masse monétaire à fin mars 2022 est ressortie à 5565,5 milliards de FCFA, en hausse de 87,8 milliards de FCFA (-1,6%) comparée à fin décembre 2021. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 668,6 milliards de FCFA (+13,7%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 49 85 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO,

Site Web: www.insd.bf, Email: insdbf@yahoo.fr